

SUSAN LIAUTAUD

Professeure de droit et de politique publique à l'Université de Stanford, présidente par interim du Conseil de la London School of Economics, fondatrice et directrice générale de Susan Liautaud & Associates Ltd

Jim HOAGLAND

Maintenant, j'ai le plaisir de vous présenter quelqu'un qui maîtrise suffisamment la technologie pour être partout à la fois. Il s'agit de Susan Liautaud, qui est professeur de droit et qui parvient à tenir tous ses engagements, à l'Université de Stanford, à la London School of Economics, et dans sa propre entreprise. Susan.

Susan LIAUTAUD

Merci. Merci Jim et Thierry, merci pour cet honneur.

Ce que j'aimerais, c'est exposer trois ou quatre points et voir ce qui résonne dans le cadre de la discussion et des questions-réponses, car c'est toujours la meilleure partie de la World Policy Conference. Mes différents points auront en commun trois éléments. Le premier est qu'ils ont tous une implication éthique considérable pour les citoyens, entreprises et gouvernements. Le deuxième est que, quelle que soit la quantité de technologie présente, il y a toujours des gens qui sont en fin de compte responsables, et en fin de compte affectés. Le troisième est que je regarde cette intersection entre technologie, société et démocratie à travers le prisme du risque et de l'opportunité. Comment pouvons-nous optimiser l'opportunité, comment pouvons-nous minimiser le risque ?

Pour commencer, comme cela a déjà été dit, la technologie est omniprésente. Je pense que nous devons redéfinir ce qu'est une société dans laquelle les démocraties fonctionnent, car dans la réalité, il ne s'agit plus des êtres humains et de leurs institutions. Ce qui relie les différents éléments, ce sont les machines, les applications et les données. Dans la mesure où les citoyens ne comprennent pas comment cela les affecte, les influence, qu'est-ce qui est attendu de leurs dirigeants ? Il est très difficile de faire avancer la démocratie en même temps que la technologie.

Je vais prendre un exemple concret concernant l'intelligence artificielle. Je siège au Centre for Data and Ethics Innovation Board du gouvernement britannique. Ce centre s'intéresse à l'IA, à ce que les législateurs devraient faire, et à ce que nous devons dire aux citoyens. Il s'agit d'une véritable question sur ce que les citoyens doivent comprendre. Ils n'ont pas tous besoin de savoir coder, mais ils doivent comprendre le ciblage et les mécanismes d'influence. Ils doivent comprendre que l'IA est omniprésente, de la reconnaissance faciale aux voitures potentiellement autonomes, en passant par l'immigration et le maintien de l'ordre et au-delà. Il s'agit donc d'un très grand défi.

Toutefois, de façon plus générale, il est essentiel de définir le rôle de la technologie par rapport à ce que nous attendons de nos dirigeants. Nous avons des robots partout. Nous avons des robots qui s'occupent des personnes âgées. Nous avons des robots qui préparent des hamburgers ou qui nous accueillent à l'Eurostar. Quelles sont les implications pour la société ? Quelles sont les implications en termes de responsabilité ? Certains d'entre vous ont peut-être eu connaissance d'un robot, un robot humanoïde appelé Sophia, créé par un entrepreneur de Hong Kong à l'esprit très éthique, David Hanson. Il s'avère que Sophia a la nationalité saoudienne. On peut donc se demander ce qu'il advient de la démocratie lorsque les robots commencent à avoir une nationalité ? Qu'est-ce que cela signifie en termes de droits ?

Le deuxième point que j'aimerais soulever est le fait que nous avons tendance à penser aux démocraties dans le contexte d'un pays particulier. À l'heure actuelle, le Brexit retient évidemment beaucoup l'attention, de même que les prochaines élections américaines, mais en fait, la responsabilité est sans frontière. Par exemple, il est très facile pour moi de dire que je ne suis pas particulièrement intéressée par les voitures sans conducteur. Je ne suis pas intéressée par les promesses de sécurité des entrepreneurs dans ce domaine, car je vis entre Londres et Palo Alto. Toutefois, la Banque mondiale a publié une statistique choquante il y a quelques années. Je ne vais pas être précise, mais c'est

quelque chose de l'ordre de 50 %. 50 % des véhicules automobiles du monde se trouvent dans les pays en développement et environ 95 ou 92 % des décès dus aux accidents automobiles se produisent dans ces pays. Par conséquent, nous devons également examiner la technologie sous l'angle de son impact mondial et sous l'angle de la gouvernance mondiale, même si la démocratie est généralement une question nationale.

Le troisième point est que nous envisageons parfois la technologie comme une solution aux difficultés, en tenant compte uniquement des opportunités qu'elle offre. Or, elle est aussi un amplificateur de problèmes séculaires. Il peut s'agir par exemple de discours haineux, de trafic sexuel, de trafic d'enfants, de harcèlement. En ce moment, nous connaissons une épidémie de suicides d'adolescents dus au harcèlement sur les réseaux sociaux. Pourquoi ? Parce que vous ne pouvez pas sortir de la cour de récréation, ni même changer d'école quand vous êtes victime de harcèlement. Sur Internet, il n'y a tout simplement aucun moyen d'y échapper. En fait, tout comme les citoyens ne comprennent pas l'IA, les victimes de ce harcèlement ne comprennent pas vraiment qui pourrait avoir accès aux informations, où leurs données pourraient avoir été transmises, comment y mettre fin. La situation commence alors à sembler désespérée.

De même, le trafic sexuel d'enfants sur Internet est une « industrie » de plusieurs dizaines de milliards de dollars, pour employer un mot terrible, et la liste s'allonge. Nous devons donc être très attentifs lorsque nous examinons le fonctionnement de notre société et ce que nous attendons de nos dirigeants. Nous devons tenir compte du fait que la technologie est un terrible amplificateur de ces problèmes séculaires.

Le vote est lié à la fois aux avantages et aux inconvénients de la technologie. Je vais vous citer quelques points clés à ce propos. Nous pouvons aller dans l'isolement sous l'influence de gouvernements étrangers qui s'infiltrent dans nos médias sociaux. Nous pouvons nous rendre dans l'isolement après avoir été ciblés par de la publicité grâce à des algorithmes et être, en fait, de façon générale, victimes d'une certaine infiltration algorithmique au niveau de notre liberté de pensée. Il peut également y avoir des problèmes de sécurité autour du processus de vote lui-même. Des dirigeants tels que Brad Smith chez Microsoft, parlent d'expérimenter différentes machines de vote pour régler ce problème, comme par exemple une combinaison d'écrans sur lesquels nous pourrions sélectionner nos candidats. Il y a en fait, croyez-le ou non, une trace écrite qui pourrait être vérifiée, des bulletins de vote sur papier qui nous permettraient d'effectuer un suivi grâce aux algorithmes qu'ils possèderaient.

Quelle que soit la technologie qui nous influence, quelle que soit la technologie que nous utilisons pour voter, encore une fois, les gens sont là. Lorsque nous regardons les statistiques, par exemple celles de la dernière élection présidentielle américaine, avec quelque chose comme un taux de participation de 50 %, peu importe ce que nous faisons avec la technologie, peu importe ce que nous expérimentons, si nous n'allons pas voter, la démocratie est en danger.

Enfin, en ce qui concerne la vérité. J'ai passé beaucoup de temps ces dernières années à réfléchir à ce sujet dans le cadre de mon travail de conseil dans le domaine de l'éthique, en particulier auprès de grandes entreprises. La compromission de la vérité, ou l'offensive contre la vérité, peu importe comment vous l'appellez, qu'il s'agisse de *fake news* ou de *deepfakes*. Qu'il s'agisse d'ignorer des preuves scientifiques ou de sélectionner les faits qui vous arrangent pour obtenir le résultat que vous souhaitez et éviter les faits qui ne vous conviennent pas. Je crois sincèrement que la compromission de la vérité est le plus grand risque systémique mondial de notre temps. Elle sous-tend tous les autres défis que nous devons relever, des changements climatiques à l'échec de la gouvernance mondiale, en passant par les problèmes du système politique et l'effondrement du système financier. La démocratie repose sur la vérité. Notre société, la confiance dans nos institutions, notre confiance mutuelle, et la responsabilité de nos dirigeants, reposent sur la vérité.

Par conséquent, dans la mesure où nous n'avons pas la vérité, dans la mesure où la technologie peut amplifier les *fake news*, amplifier la compromission de la vérité, elle représente une menace pour la démocratie. Je ne crois vraiment pas qu'une démocratie basée sur des « faits alternatifs » soit possible. Je vais m'arrêter là et laisser le débat se poursuivre.